Nº 88F0006X au catalogue, nº 3
ISSN 1706-8975
ISBN 978-0-662-08827-1

Division des sciences, de l'innovation et de l'information électronique - Documents de travail

Comprendre l'utilisation d'Internet par les ménages qui ont recours à des services à large bande : Étude des données de l'Enquête sur l'utilisation d'Internet par les ménages

par Catherine Middleton, Université de Ryerson et Jonathan Ellison, Statistique Canada

Division des sciences, de l'innovation et de l'information électronique
7-A, Immeuble R.-H. Coats, Ottawa (Ontario) K1A 0T6

Téléphone : 1 800 263-1136

Statistique Canada Statistics Canada

Canada

Comment obtenir d'autres renseignements

Pour toute demande de renseignements au sujet de ce produit ou sur l'ensemble des données et des services de Statistique Canada, visiter notre site Web à *www.statcan.gc.ca*. Vous pouvez également communiquer avec nous par courriel à *infostats@statcan.gc.ca* ou par téléphone entre 8 h 30 et 16 h 30 du lundi au vendredi aux numéros suivants :

Centre de contact national de Statistique Canada

Numéros sans frais (Canada et États-Unis) :	
Service de renseignements	1-800-263-1136
Service national d'appareils de télécommunications pour les malentendants	1-800-363-7629
Télécopieur	1-877-287-4369
Appels locaux ou internationaux :	
Service de renseignements	1-613-951-8116
Télécopieur	1-613-951-0581

Programme des services de dépôt

Service de renseignements	1-800-635-7943
Télécopieur	1-800-565-7757

Comment accéder à ce produit

Le produit nº 88F0006X au catalogue est disponible gratuitement sous format électronique. Pour obtenir un exemplaire, il suffit de visiter notre site Web à *www.statcan.gc.ca* et de choisir la rubrique « Publications » > « Publications Internet gratuites ».

Normes de service à la clientèle

Statistique Canada s'engage à fournir à ses clients des services rapides, fiables et courtois. À cet égard, notre organisme s'est doté de *normes de service à la clientèle* que les employés observent. Pour obtenir une copie de ces normes de service, veuillez communiquer avec Statistique Canada au numéro sans frais 1-800-263-1136. Les normes de service sont aussi publiées sur le site *www.statcan.gc.ca* sous « À propos de nous » > « Offrir des services aux Canadiens ».

Statistique Canada
Division des sciences, de l'innovation et de l'information électronique
Section de l'innovation et des technologies de pointe

Comprendre l'utilisation d'Internet par les ménages qui ont recours à des services à large bande : Étude des données de l'Enquête sur l'utilisation d'Internet par les ménages

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada

© Ministre de l'Industrie, 2008

Tous droits réservés. Le contenu de la présente publication électronique peut être reproduit en tout ou en partie, et par quelque moyen que ce soit, sans autre permission de Statistique Canada, sous réserve que la reproduction soit effectuée uniquement à des fins d'étude privée, de recherche, de critique, de compte rendu ou en vue d'en préparer un résumé destiné aux journaux et/ou à des fins non commerciales. Statistique Canada doit être cité comme suit : Source (ou « Adapté de », s'il y a lieu) : Statistique Canada, année de publication, nom du produit, numéro au catalogue, volume et numéro, période de référence et page(s). Autrement, il est interdit de reproduire le contenu de la présente publication, ou de l'emmagasiner dans un système d'extraction, ou de le transmettre sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, reproduction électronique, mécanique, photographique, pour quelque fin que ce soit, sans l'autorisation écrite préalable des Services d'octroi de licences, Division des services à la clientèle, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.

Décembre 2008

N° 88F0006X au catalogue, n° 3

ISSN 1706-8975
ISBN 978-0-662-08827-1

Périodicité : hors série

Ottawa

This publication is available in English upon request (catalogue no. 88F0006X).

Note de reconnaissance

Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population, les entreprises, les administrations canadiennes et les autres organismes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques précises et actuelles.

Informations pour l'usager

Signes conventionnels

Les signes conventionnels suivants sont employés uniformément dans les publications de Statistique Canada :

.	indisponible pour toute période de référence
..	indisponible pour une période de référence précise
...	n'ayant pas lieu de figurer
0	zéro absolu ou valeur arrondie à zéro
0s	valeur arrondie à 0 (zéro) là où il y a une distinction importante entre le zéro absolu et la valeur arrondie
p	provisoire
r	révisé
x	confidentiel en vertu des dispositions de la *Loi sur la statistique*
E	à utiliser avec prudence
F	trop peu fiable pour être publié

Le Programme d'information sur les sciences et l'innovation

Le programme vise à élaborer des indicateurs utiles à l'égard de l'activité liée aux sciences et à la technologie au Canada, dans un cadre les regroupant de manière cohérente. Pour atteindre l'objectif, des indicateurs statistiques sont en voie d'élaboration dans cinq grandes catégories :

- **Acteurs** : personnes et établissements engagés dans des activités de S-T. Au nombre des mesures prises, citons l'identification des participants en R-D et des universités qui accordent une licence pour l'utilisation de leurs technologies, ainsi que la détermination du domaine d'études des diplômés.

- **Activités** : comportent la création, la transmission et l'utilisation des connaissances en S-T, notamment la recherche et le développement, l'innovation et l'utilisation des technologies.

- **Liens** : moyen par lequel les connaissances en S-T sont communiquées aux intervenants. Au nombre des mesures, on compte l'acheminement des diplômés vers les industries, l'octroi à une entreprise d'une licence pour l'utilisation de la technologie d'une université, la copaternité de documents scientifiques, la source d'idées en matière d'innovation dans l'industrie.

- **Résultats** : résultats à moyen terme d'activités. Dans une entreprise, l'innovation peut entraîner la création d'emplois plus spécialisés. Dans une autre, l'adoption d'une nouvelle technologie peut mener à une plus grande part de marché.

- **Incidences** : répercussions à plus long terme des activités, du maillage et des conséquences. La téléphonie sans fil résulte d'activités, de maillage et de conséquences multiples. Elle présente une vaste gamme d'incidences économiques et sociales, comme l'augmentation de la connectivité.

Statistique Canada veille à l'élaboration actuelle et future de ces indicateurs, de concert avec d'autres ministères et organismes et un réseau d'entrepreneurs.

Avant la mise en route des travaux, les activités liées à la S-T étaient évaluées uniquement en fonction de l'investissement en ressources financières et humaines affectées au secteur de la recherche et du développement (R-D). Pour les administrations publiques, on ajoutait l'évaluation de l'activité scientifique connexe (ASC), comme les enquêtes et les essais courants. Cette évaluation donnait un aperçu limité des sciences et de la technologie au Canada. D'autres mesures s'imposaient pour améliorer le tableau.

L'innovation rend les entreprises concurrentielles, et nous poursuivons nos efforts pour comprendre les caractéristiques des entreprises novatrices et non novatrices, particulièrement dans le secteur des services, lequel domine l'économie canadienne. La capacité d'innover repose sur les personnes, et des mesures sont en voie d'élaboration au sujet des caractéristiques des personnes qui se trouvent dans les secteurs menant l'activité scientifique et technologique. Dans ces secteurs, des mesures sont en train d'être établies au sujet de la création et de la perte d'emplois en vue de cerner l'incidence des changements technologiques.

Le gouvernement fédéral est un intervenant clé en matière de sciences et de technologie, secteur dans lequel il investit plus de cinq milliards par année. Autrefois, on ne connaissait que les sommes dépensées par le gouvernement et l'objet de ces dépenses. Dans notre rapport, **Activités scientifiques fédérales, 1998** (nº 88-204-X au catalogue), on publiait, au départ, des indicateurs d'objectifs socioéconomiques afin de préciser comment on dépensait les fonds affectés à la S-T. En plus de servir de fondement à un débat public sur les priorités en matière de dépenses gouvernementales, tous ces renseignements ont servi de contexte aux rapports de rendement de ministères et d'organismes individuels.

Depuis avril 1999, la Division des sciences, de l'innovation et de l'information électronique est responsable du programme.

La version finale du cadre servant de guide à l'élaboration future d'indicateurs a été publiée en décembre 1998 **(Activités et incidences des sciences et de la technologie - cadre conceptuel pour un système d'information statistique** (nº 88-522-X au catalogue). Ce cadre a donné lieu à un **Plan stratégique quinquennal pour le développement d'un système d'information sur les sciences et la technologie** (nº 88-523-X au catalogue). On peut désormais transmettre des informations sur le système canadien des sciences et de la technologie et montrer le rôle du gouvernement fédéral dans ce système.

Nos documents de travail et de recherche sont accessibles sans frais à l'adresse du site Internet de Statistique Canada *http://www.statcan.ca/cgi-bin/downpub/research_f.cgi?subject=193*

Table des matières

Remerciements 6

Comprendre l'utilisation d'Internet par les ménages qui ont recours à des services à large bande : Étude des données de l'Enquête sur l'utilisation d'Internet par les ménages

1 Introduction et contexte de l'étude 7
2 Comprendre les profils d'utilisation des ménages canadiens qui ont recours à des services à large bande 10
3 Discussion 19
4 Conclusions 21

Appendice

A Références 23
B Publications au catalogue 25

Remerciements

La présente étude aurait été impossible sans le soutien continu de la Division des sciences, de l'innovation et de l'information électronique à Statistique Canada, et les auteurs tiennent à remercier M. Fred Gault, Anik Lacroix, Heidi Ertl, Larry McKeown, Ben Veenhof et Claire Simard. Ces travaux de recherche ont été financés dans le cadre de l'Initiative de la nouvelle économie du Conseil de recherche en sciences humaines et par l'Université Ryerson. Le document a été présenté à la Conférence socioéconomique de 2006 de Statistique Canada.

Comprendre l'utilisation d'Internet par les ménages qui ont recours à des services à large bande : Étude des données de l'Enquête sur l'utilisation d'Internet par les ménages

par Catherine Middleton, Université de Ryerson et Jonathan Ellison, Statistique Canada

1 Introduction et contexte de l'étude

Depuis plus de dix ans, le gouvernement du Canada promeut des stratégies destinées à permettre aux Canadiens de participer à la société de l'information (Gouvernement du Canada 1999, Groupe conseil sur le Gouvernement en direct 2003, Industrie Canada 1994). Dans le cadre de ces stratégies, il était recommandé d'offrir l'accès Internet à large bande[1] à tous les ménages canadiens (Groupe de travail national sur les services à large bande 2001), mais il reste au pays de nombreuses régions non desservies ou mal desservies (CRACIN 2005). Même si de nombreuses initiatives provinciales élargissent la couverture à large bande (p. ex Alberta SuperNet 2005; CommunityNet 2006; ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales 2007), et si le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC) a ordonné l'expansion des services à large bande dans les régions (CRTC 2008), tous les Canadiens n'ont pas encore accès aux services à large bande.

Il est généralement reconnu que l'accès à une connexion Internet à large bande procure aux particuliers des avantages sociaux et économiques, y compris l'accès à des possibilités d'emploi et d'études, l'accès au commerce électronique, une communication plus facile avec les administrations municipales, provinciales et fédérales et un meilleur accès aux renseignements sur les soins de santé (Anderson et Raban 2005, Firth et Mellor 2005, UIT 2003, Lai et Brewer 2006, Middleton 2007). En s'appuyant sur les données recueillies aux États-Unis, les analystes du Communication Futures Program du MIT ont conclu que l'accès à large bande « favorise la croissance économique et améliore le rendement, et que ses répercussions économiques prévues sont réelles et mesurables » (Gillett, Lehr, Osorio et Sirbu 2006 : 4). L'adoption de la technologie à large bande ainsi que d'autres technologies de l'information et des communications est considérée comme « essentielle pour accroître la productivité et la compétitivité du Canada » (Groupe d'étude sur le cadre réglementaire des télécommunications, 2006:8-4). C'est également le point de vue de l'Union européenne où la Commission des communautés européennes (2006) a déclaré que la couverture à large bande est essentielle pour stimuler la croissance et l'emploi (i2010 2006 : non paginé).

1 Le Groupe de travail national sur les services à large bande a défini les services à large bande comme « liaison bidirectionnelle à grande capacité entre un utilisateur et un fournisseur de réseau d'accès apte à se prêter aux applications vidéo interactives intégrales. ... une vitesse de transmission bidirectionnelle ou symétrique d'au moins 1,5 mégabits par seconde par utilisateur individuel est requise ... pour ces applications. » (Groupe de travail national sur les services à large bande 2001 : 10). Dans la pratique, l'accès à large bande offert aux Canadiens est défini par ce qu'il n'est pas, autrement dit, l'accès Internet à large bande n'est pas par ligne commutée. Divers fournisseurs de services offrent différents « types » d'accès à large bande, allant des connexions dites « ultra légères » à largeur de bande de 128 kbit/s aux services dits « ultra » à largeur de bande de 5 mbps ou plus. Dans les régions urbaines, la majorité des connexions à large bande sont assurées par ligne d'abonné numérique (DSL pour digital subscriber line) ou par câble et n'offrent pas une connectivité symétrique. Veenhof, Neogi et van Tol (2003) fournissent des éclaircissements sur la connectivité à large bande au Canada.

Encadré 1 :

Disponibilité de données sur l'adoption de la large bande

Les données sur l'adoption de la large bande sont recueillies de différentes façons par différents organismes. Au Canada, par exemple, l'Enquête sur l'utilisation d'Internet par les ménages (EUIM) de Statistique Canada visait à mesurer l'adoption des services à large bande par le nombre de ménages dotés d'une connexion Internet à haute vitesse (2001-2003). Dans le cadre de l'Enquête canadienne sur l'utilisation d'Internet (ECUI) (2005) a permis de mesurer le nombre de Canadiens ayant accès à Internet à domicile par une connexion à haute vitesse. De plus, l'Enquête sur les dépenses des ménages (EDM) de Statistique Canada fait le suivi de la présence de connexions à haute vitesse dans les ménages canadiens sur une base annuelle. Pour comparer les taux d'adoption d'un pays à l'autre, les chercheurs généralement s'appuient sur les données agrégées par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) ou par l'Union internationale des télécommunications (UIT) (p. ex., UIT 2007; OCDE 2007b). Ces organismes rendent compte des taux d'adoption de la large bande exprimés en nombre d'abonnés aux services à large bande par 100 habitants d'un pays et ces taux font l'objet d'une surveillance étroite en tant qu'indicateurs de la compétitivité nationale (Bleha 2005, Fransman 2006).

Comme le montre le tableau 1, les Canadiens ont été parmi les premiers à adopter la large bande (Lie 2003). Selon les chiffres disponibles, le taux d'adoption au Canada était inférieur seulement à celui en Corée du Sud de 2001 jusqu'à la fin de 2003. En 2004, le Canada était passé au troisième rang, après le Danemark et la Corée du Sud. En juin 2007, les taux d'adoption en Corée du Sud, aux Pays-Bas, en Suisse et dans les pays scandinaves avaient dépassé ceux au Canada, ce dernier se classant au neuvième rang.

Tableau 1
Abonnés internationaux aux services à large bande par 100 habitants et ordre de classement, 2001 à 2007

	2001 [1]	2002	2003	2004	2005	2006	2007
	nombre						
Canada							
Abonnés	8.8	10.2	13.1	16.4	19.0	21.9	25.0
Rang	2	2	2	3	6	9	9
Danemark							
Abonnés	4.4	6.6	11.0	16.9	21.7	29.3	34.3
Rang	5	4	3	2	3	1	1
Islande							
Abonnés	3.7	5.3	10.8	15.2	21.5	26.5	29.8
Rang	8	7	4	5	4	3	6
Corée							
Abonnés	17.2	20.3	22.9	24.2	25.5	26.4	29.9
Rang	1	1	1	1	1	4	4
Pays-Bas							
Abonnés	3.8	4.9	9.1	15.4	22.3	28.8	33.5
Rang	7	8	8	4	2	2	2
Norvège							
Abonnés	1.9	3.0	6.2	11.3	18.1	24.4	29.8
Rang	13	14	12	10	8	7	5
Suisse							
Abonnés	2.0	3.8	9.2	14.6	20.2	26.2	30.7
Rang	12	11	7	6	5	5	3
Etats-Unis							
Abonnés	4.5	5.5	7.9	10.9	14.2	17.9	22.1
Rang	4	6	10	12	12	13	15

1. Les données de 2001 portent sur le mois de décembre, celles de 2002 à 2007 portent sur le mois de juin.
Source(s) : Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), 2007a; 2007b, arrondi à une décimale près.

Les taux d'adoption au Canada continuent d'augmenter plus rapidement que ceux aux États-Unis, mais on craint que le Canada ne demeure pas compétitif dans l'économie du savoir mondiale s'il ne peut maintenir sa position de chef de file au chapitre du déploiement des services à large bande (Groupe d'étude sur le cadre de réglementation des télécommunications 2006). Toutefois, malgré l'utilisation répandue des données de l'OCDE sur l'adoption de la large bande aux fins de comparaisons internationales, les taux de pénétration montrent simplement que les abonnés ont la possibilité d'utiliser la large bande. Les taux d'adoption ne révèlent pas les nuances de l'utilisation réelle, de sorte qu'ils fournissent peu d'éclaircissements sur l'usage réel que font les gens de leurs connexions à large bande et n'indiquent pas nécessairement que les résidents sont prêts à participer à la société de l'information.

Orbicom et l'UIT ont élaboré l'Index des perspectives offertes par les TIC pour mesurer l'accès aux technologies de l'information et des communications (TIC) ainsi que l'utilisation de ces dernières UIT 2007). Cet indice saisit les possibilités d'utilisation des TIC en évaluant la disponibilité de l'infrastructure (p. ex., lignes téléphoniques terrestres et cellulaires, largeur de bande par habitant), les niveaux de compétence des utilisateurs, les taux d'adoption de l'ordinateur, de la télévision, d'Internet et d'Internet à large bande, ainsi que le trafic téléphonique sortant. Les cotes de l'indice permettent des comparaisons internationales des capacités TIC et de l'adoption des TIC, offrant un point de départ utile pour tâcher de comprendre si les citoyens ont l'occasion de participer à la société de l'information et s'ils y participent effectivement. Même prises collectivement, toutefois, les données de l'OCDE sur l'adoption de la large bande et les cotes de l'Index des perspectives offertes par les TIC ne visent pas à fournir des éclaircissements détaillés sur la nature de la participation des citoyens à la société de l'information.

Selon DiMaggio et Hargittai (2001 : 1), au fur et à mesure que l'accès aux infrastructures techniques devient plus répandu et que les taux de pénétration d'Internet augmentent, les chercheurs devraient s'intéresser moins à la fracture numérique (la question de savoir si les gens ont accès à Internet) et davantage à l'« inégalité numérique », définie comme étant l'inégalité entre les personnes qui ont un accès officiel à Internet. De même, Attewell (2001) décrit l'accès comme étant la « première fracture numérique », soutenant que l'utilisation est une deuxième fracture numérique, plus critique que la première et qu'il faut réduire afin de partager les avantages d'une société de l'information. Gurstein (2003 : non paginé) affirme que l'accès n'est pas l'objectif final de l'élaboration d'infrastructures, de politiques et de pratiques en matière de TIC et soutient qu'il y a lieu de coupler l'accès aux connaissances, compétences et structures organisationnelles et sociales favorables à l'utilisation efficace de cet accès et à la technologie électronique pour permettre d'atteindre les objectifs sociaux et communautaires.

Même si Internet n'offre pas le seul moyen de participer à l'économie du savoir ou à la société de l'information, les technologies de l'information et des communications constituent l'infrastructure qui donne accès aux connaissances et à l'information (Kahin et Foray 2006). Une hypothèse implicite veut que l'absence d'accès à l'information dans un monde où cet accès est de plus en plus important peut entraîner des désavantages ou ajouter à ces derniers lorsqu'ils existent déjà (SIBIS 2003 : 40). Les citoyens qui n'ont pas accès à l'infrastructure et qui n'ont pas les compétences, y compris en littératie, nécessaires pour utiliser les connaissances et l'information, peuvent être défavorisés. Inversement, on suppose que les citoyens qui ont accès à Internet, particulièrement l'accès Internet à large bande, sont bien placés pour participer à la société de l'information et bénéficier des avantages qui en découlent. Toutefois, l'accès à lui seul ne garantit pas l'utilisation efficace d'Internet.

Dans le contexte européen, Anderson et ses collègues (Anderson et Raban 2005, Anderson, Gale, Jones et McWilliam 2001) examinent les répercussions de l'adoption de la large bande en se penchant sur les comportements post-adoption. Dans leur étude publiée en 2005, ils concluent que les différences dans les comportements des utilisateurs entre les personnes utilisant les connexions Internet à large bande et à bande étroite (à faible vitesse ou par « ligne commutée ») sont attribuables davantage au niveau d'expérience qu'à la technologie comme telle. L'accès à large bande en soi ne procure pas d'avantages particuliers; plutôt, ses utilisateurs doivent avoir suffisamment d'expérience pour comprendre les avantages qui peuvent en découler et en tirer parti. En outre, ces chercheurs soulignent que, même chez les utilisateurs de services d'accès à large bande, ceux-ci sont utilisés principalement à des fins de communication (conclusion conforme à celle exposée dans Middleton (2003)) et que le fait de passer à l'accès à large bande n'entraîne pas une augmentation du montant d'argent dépensé en ligne. Ils préviennent que leur étude s'appuie sur les données de 2002 mais, en se fondant sur ces données, s'inquiètent que le fait de mettre l'accent sur la technologie (c.-à-d., amener les gens à utiliser les réseaux à large bande) à lui seul ne se traduit pas par des profils d'utilisation tirant parti des avantages éventuels de l'accès à large bande.

Dans son étude portant sur l'utilisation des services à large bande aux États-Unis, Kolko (2006) montre que l'adoption de la large bande est associée à une augmentation de la fréquence de certaines activités en ligne (y compris le téléchargement de musique et les achats) sans avoir toutefois une incidence significative sur d'autres activités (p. ex., la recherche d'emploi et l'accès aux renseignements et services gouvernementaux). Chez les utilisateurs chevronnés des services à large bande, selon Kolko, certaines activités ont augmenté au fil du temps tandis que d'autres ont diminué, indiquant que l'incidence globale de l'utilisation de la large bande sur les comportements en ligne n'est pas claire.

Dans une étude antérieure des utilisations des services à large bande aux États-Unis, Horrigan et Rainie (2002) concluent que les utilisateurs de connexions à large bande font un usage plus habile d'Internet que ceux ayant des connexions à plus faible vitesse. L'étude d'Anderson et Raban (2005) donne à penser que ce résultat n'est pas attribuable à la connexion à large bande comme telle, mais plutôt au fait qu'en général, les utilisateurs des services à large bande sont des utilisateurs plus chevronnés et dont les profils d'utilisation reflètent leur plus grande expérience d'Internet et leurs niveaux plus élevés de facilité avec Internet. Dans leur étude des avantages économiques de la large bande, Gillett et coll. (2006 : 3) signalent que, pour obtenir ces résultats avantageux, les services d'accès à large bande doivent être non seulement disponibles, mais utilisés.

La présente étude vise à permettre de mieux comprendre l'utilisation de la large bande par les ménages canadiens. Nous nous appuyons sur les données de l'Enquête sur l'utilisation d'Internet par les ménages pour brosser un tableau de l'utilisation réelle de la large bande au cours de la période de trois ans (2001-2003) durant laquelle le Canada s'est classé au deuxième rang dans le classement de l'OCDE des pays selon l'utilisation de la large bande et pour tâcher de déterminer si les utilisations actuelles des réseaux à large bande appuient l'affirmation selon laquelle l'accès à large bande prépare les utilisateurs à participer à la société de l'information. Plus particulièrement, l'étude illustre les différences en matière de portée de l'utilisation entre les ménages dotés d'une connexion à haute vitesse et ceux dotés d'une connexion à faible vitesse, et entre les ménages à intensité d'utilisation élevée et ceux à faible intensité d'utilisation.

Encadré 2 :

Source principale de données pour la présente étude

Dans la présente étude, nous analysons les données tirées de l'Enquête sur l'utilisation d'Internet par les ménages (EUIM) menée par Statistique Canada en 2001, 2002 et 2003. Cette enquête n'a pas été réalisée en 2004 et elle a été remaniée et remplacée en 2005 par l'Enquête canadienne sur l'utilisation d'Internet (ECUI) qui permet de recueillir des données au niveau individuel sur l'utilisation d'Internet par les Canadiens. Nous rendons compte des ensembles de données recueillies de 2001 à la fin de 2003[2]. L'analyse porte sur les ménages dans lesquels, au cours d'un mois typique, au moins une personne utilisait Internet à partir du domicile. Ce document fournit une base pour une analyse plus poussée de la portée et de l'intensité d'utilisation d'Internet par les Canadiens fondée sur les données de l'ECUI.

Aux fins de la présente étude, les réponses à l'EUIM de 2001-2003 concernant la vitesse de connexion, le coût de la connexion et le barème des prix ont été utilisés pour classer les connexions Internet des ménages comme étant à haute ou à faible vitesse. Dans les cas où les renseignements fournis en réponse à ces questions étaient insuffisants ou semblaient incohérents, le ménage n'a pu être classé dans l'une des catégories de vitesse et a été éliminé de l'analyse.

La variable de vitesse de connexion Internet utilisée aux fins de l'ECUI (2005) a été dérivée d'une série de questions posées aux répondants au sujet de leur type de connexion Internet à la maison. Les répondants qui ont indiqué qu'ils avaient une connexion par câble ou par satellite ont été classés comme ayant une connexion à haute vitesse, tandis qu'on a posé à ceux dotés d'autres types de connexions (p. ex., téléphone, télévision, sans-fil ou autre) la question de suivi « Accédez-vous à Internet à votre domicile par une connexion à haute vitesse? »

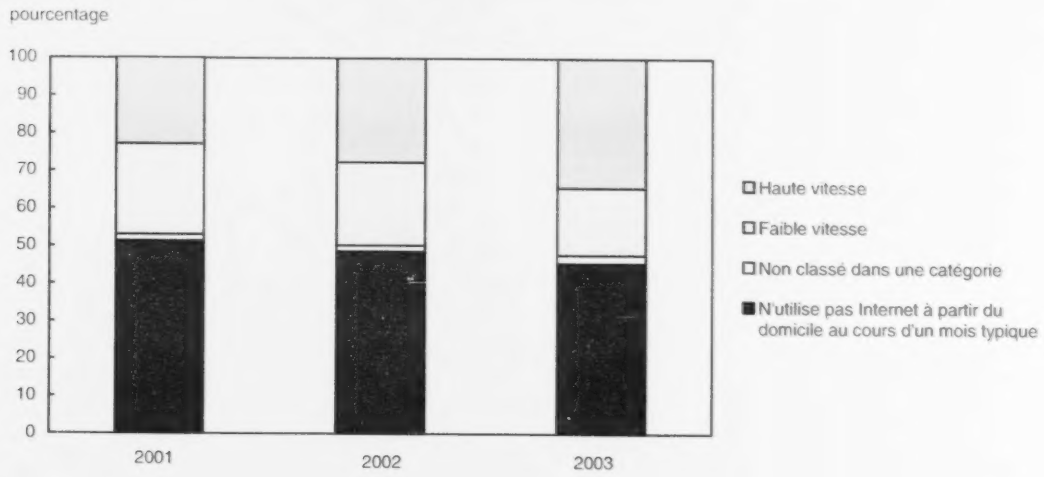
2 Comprendre les profils d'utilisation des ménages canadiens qui ont recours à des services à large bande

Il y a plusieurs variables d'intérêt dans le contexte de la présente étude. L'analyse porte tout d'abord sur les ménages canadiens dans lesquels au moins une personne a utilisé Internet *à domicile* au cours d'un mois typique. En 2001, 48,7 % des ménages (5,8 millions) entraient dans cette catégorie. Leur proportion était passée à 51,4 % (6,3 millions) en 2002, puis à 54,5 % (6,7 millions) en 2003. Selon L'ECUI de 2005 (Statistique Canada 2006), 61 % des ménages canadiens (7,9 millions) étaient branchés à Internet, ce qui indique que l'adoption d'Internet a continué

2 Dans la présente étude, nous utilisons trois échantillons représentatifs distincts de ménages des dix provinces du Canada, portant sur chacune des années de 2001 à 2003. Même si ces échantillons permettent de faire des inférences au sujet de l'évolution du comportement en matière d'utilisation d'Internet au niveau national au fil du temps, différents ménages sont échantillonnés chaque année.

de croître, mais à un rythme plus lent que celui observé plus tôt dans la décennie (Middleton et Sorensen 2005). La présente étude porte plus particulièrement sur les ménages dotés de connexions Internet à large bande (haute vitesse) du sous-ensemble de ménages utilisant Internet à partir du domicile au cours d'un mois typique, comme l'indique le graphique 1 ci-dessous.

Graphique 1
Utilisation d'Internet par les ménages canadiens, montrant la vitesse de connexion Internet pour les ménages qui utilisent Internet à partir du domicile au cours d'un mois typique



Source(s) : Statistique Canada, Enquête sur l'utilisation de l'Internet par les ménages, 2001 à 2003.

Pour mieux comprendre la nature de l'utilisation d'Internet par les ménages canadiens, et pour examiner les différences entre les ménages disposant d'une connexion à haute vitesse et ceux dotés d'une connexion à faible vitesse, nous avons dérivé des variables mesurant l'intensité et la portée de l'utilisation d'Internet des ensembles de données de l'EUIM. L'*intensité* d'utilisation est évaluée d'après les réponses aux questions sur la fréquence d'utilisation d'Internet et le temps passé en ligne. Nous avons classé les ménages comme étant à intensité élevée ou à faible intensité, selon leur utilisation d'Internet (voir l'encadré 3 pour plus de détails sur les variables d'intensité utilisées aux fins de la présente étude). La *portée de l'utilisation* est fondée sur les réponses aux questions sur les types d'activités en ligne menées par les ménages au cours d'un mois typique. Plusieurs variables ont été créées pour mesurer la portée (voir l'encadré 4 pour une description des variables de portée et de la façon dont elles ont été établies). Nous avons procédé à une analyse de la portée et de l'intensité de l'utilisation chez les utilisateurs d'Internet dotés d'une connexion à haute vitesse et ceux ayant une connexion à faible vitesse pour examiner les nuances des profils d'adoption d'Internet des ménages canadiens. Plus particulièrement, ces variables vont au-delà des données de base sur l'adoption et montrent la mesure dans laquelle Internet est utilisé (intensité) et l'ampleur de l'utilisation d'Internet (portée). Ces variables peuvent être considérées comme des indicateurs de l'engagement vis-à-vis Internet, et les ménages dont l'intensité d'utilisation est plus élevée et la portée de l'utilisation, plus large devraient être mieux préparés à participer à la société de l'information.

Encadré 3 :

Variables d'intensité utilisées aux fins de la présente étude

Aux fins de la présente étude, les ménages à intensité d'utilisation élevée sont ceux qui ont déclaré que des membres du ménage utilisaient Internet à domicile « au moins sept fois par semaine » et passaient plus de 39 heures en ligne par mois. Les ménages qui utilisaient Internet moins souvent et/ou qui passaient 39 heures ou moins en ligne par mois ont été classés dans la catégorie des ménages à faible intensité d'utilisation.

Il est difficile de comparer directement l'intensité d'utilisation d'Internet du ménage et du particulier, principalement parce que les unités répondantes (le ménage par rapport au particulier) diffèrent, mais également parce que l'EUIM et l'ECUI utilisent différentes mesures du temps passé en ligne. Pour fournir un contexte général pour les tendances d'utilisation d'Internet au fil du temps, des mesures de l'intensité sont fournies également pour les données de l'ECUI. Dans l'ECUI, les utilisateurs à intensité d'utilisation élevée sont ceux qui se branchent à domicile au moins une fois par jour et qui passent cinq heures ou plus en ligne à domicile durant une semaine type. Par contre, les utilisateurs à faible intensité d'utilisation sont définis comme étant ceux qui n'utilisent pas Internet tous les jours et/ou qui passent moins de cinq heures en ligne au cours d'une semaine type.

On rappelle aux lecteurs de tenir compte d'une considération importante concernant l'utilisation du temps passé en ligne comme partie de la variable d'intensité au moment d'interpréter les mesures de l'intensité : les connexions à large bande permettent généralement aux utilisateurs d'exécuter des activités en ligne de façon plus efficace que ne le permettent les connexions à faible vitesse (commutées). Bien que ce ne soit pas toujours le cas, l'utilisateur d'une connexion Internet à haute vitesse accomplit habituellement davantage (en ce qui concerne une activité en ligne particulière ou une variété d'activités) que l'utilisateur d'une connexion à faible vitesse au cours d'une même période. Il faut en tenir compte au moment d'interpréter les comparaisons entre les utilisateurs d'Internet dotés d'une connexion à haute et ceux dotés d'une connexion à faible vitesse.

Le tableau 2 montre les catégories de ménages qui utilisent Internet selon la vitesse de leur connexion et l'intensité d'utilisation d'Internet. Au fil du temps, un nombre croissant de ménages migrent vers des connexions à haute vitesse. En 2003, on a estimé que près des deux tiers des ménages canadiens utilisant Internet à partir du domicile au cours d'un mois typique étaient dotés d'une connexion à haute vitesse. Bien que la proportion de ménages à faible intensité d'utilisation ait diminué chaque année, ces ménages ont continué d'être plus nombreux que les ménages à intensité d'utilisation élevée. Les données au niveau individuel recueillies en 2005 ne sont pas directement comparables, mais des mesures semblables de l'intensité pour les particuliers montrent que les profils de faible intensité d'utilisation d'Internet ont continué d'être plus fréquents que les profils d'intensité d'utilisation élevée, malgré une transition très évidente vers la connectivité à haute vitesse.

Tableau 2
Ménages et particuliers branchés à Internet, selon la vitesse et l'intensité

	Ménages			Particuliers
	2001	2002	2003	2005 [1]
	pourcentage			
Haute vitesse	48.8	55.6	65.7	81.4
Faible vitesse	51.2	44.4	34.3	18.6
Intensité élevée	35.4	38.2	40.1	42.7
Faible intensité	64.6	61.8	59.9	57.3

1. Les données de l'Enquête canadienne sur l'utilisation d'Internet portent sur les particuliers au lieu des ménages et ne sont pas rigoureusement comparables aux données de l'Enquête sur l'utilisation d'Internet par les ménages, mais elles sont fournies ici pour montrer les tendances globales. Voir l'encadré 2 pour plus de renseignements sur les sources des données.

Source(s) : Statistique Canada, Enquête sur l'utilisation de l'Internet par les ménages, 2001 à 2003 et Enquête canadienne sur l'utilisation de l'Internet, 2005.

La matrice ci-dessous (tableau 3) montre la relation entre l'intensité d'utilisation et la vitesse des connexions Internet des ménages. On remarque tout particulièrement la proportion des ménages classés comme dotés d'une connexion à haute vitesse mais à faible intensité d'utilisation (HVFI). Même si la tendance chez les ménages ayant une connexion à haute vitesse montre une augmentation de l'utilisation à intensité élevée, plus de la moitié

des ménages dotés d'une connexion à haute vitesse en 2003 étaient des utilisateurs d'Internet à faible intensité d'utilisation, c'est-à-dire que des membres de ces ménages utilisaient Internet moins de 7 fois par semaine ou passaient moins de 40 heures en ligne par mois. Cette observation fournit une preuve initiale de l'existence des différents types de ménages qui ont recours à des services à large bande, puisqu'elle montre que l'accès à une connexion à haute vitesse n'entraîne pas nécessairement une intensité d'utilisation élevée.

Tableau 3
Matrice de la vitesse de l'intensité, montrant le pourcentage des ménages dans chaque quadrant

	2001	2002	2003
	pourcentage		
Haute vitesse			
Intensité élevée	22.9	27.5	32.0
Faible intensité	25.9	28.2	33.7
Faible vitesse			
Intensité élevée	12.5	10.8	8.1
Faible intensité	38.7	33.6	26.2

Source(s) : Statistique Canada, Enquête sur l'utilisation de l'Internet par les ménages, 2001 à 2003.

La portée de l'utilisation mesure les types d'activités menées en ligne par les membres des ménages et permet d'examiner les différences en matière d'utilisation selon les dimensions vitesse et intensité. La première mesure de la portée fournit le nombre des activités en ligne déclarées par un ménage au cours d'un mois typique. Cela permet de mesurer l'ampleur de l'utilisation d'Internet. Le nombre moyen des différentes activités déclarées au cours d'un mois typique allait de 8,6 en 2001 à 8,9 en 2003 (tableau 4). Toutefois, l'examen de la portée de l'utilisation dans le contexte de la vitesse et de l'intensité brosse un tableau assez différent.

Encadré 4 :

Variables mesurant la portée de l'utilisation d'Internet

Les mesures de l'ampleur de l'utilisation d'Internet étaient fondées sur le nombre d'activités exécutées par au moins un membre du ménage au cours d'un mois typique déclarées par les participants à l'enquête. Le nombre maximal d'activités indiqué en réponse au questionnaire de l'EUIM était 17, tandis que le minimum était 0. Les activités ont également été agrégées autour de thèmes communs pour permettre une analyse plus poussée de la portée de l'utilisation, produisant des mesures de l'utilisation d'Internet aux fins d'activités bancaires, de communication, d'achats, d'études et de recherche d'emploi, loisirs et toute autre information recherchant des activitités. Le regroupement des activités utilisé à ces fins est le suivant :

Achats en ligne : Au cours d'un mois typique, est-ce que quelqu'un de votre ménage utilise Internet à la maison

... pour l'achat de produits et services?

Études/recherche d'emploi : Au cours d'un mois typique, est-ce que quelqu'un de votre ménage utilise Internet à la maison

... pour l'éducation formelle, formation ou travaux scolaires?
... pour la recherche d'employé

Recherce d'information : Au cours d'un mois typique, est-ce que quelqu'un de votre ménage utilise Internet à la maison

... pour de l'information médicale ou sur la santé?
... pour de l'information gouvernementale pertinente?
... pour de l'exploration générale?
... pour regarder les nouvelles?
... pour la planification ou arrangements de voyage?
... pour la recherche d'autres informations?

Divertissements/loisirs : Au cours d'un mois typique, est-ce que quelqu'un de votre ménage utilise Internet à la maison

... pour jouer des jeux sur Internet?
... pour faire ou sauvegarder de la musique?
... pour écouter la radio
... pour de l'information se rapportant aux sports?

Communications : Au cours d'un mois typique, est-ce que quelqu'un de votre ménage utilise Internet à la maison

... pour le courrier électronique/Hotmail?
... pour participer à un groupe de bavardage?

Tableau 4
Nombre moyen d'activités en ligne au cours d'un mois typique, selon la vitesse de connexion et l'intensité d'utilisation des ménages

	2001	2002	2003
	pourcentage		
Haute vitesse			
Intensité élevée	10.5	10.6	10.6
Faible intensité	8.6	8.8	8.6
Faible vitesse			
Intensité élevée	9.4	9.5	9.2
Faible intensité	7.2	7.1	7.0

Source(s) : Statistique Canada. Enquête sur l'utilisation de l'Internet par les ménages, 2001 à 2003.

Les ménages dotés d'une connexion à haute vitesse et à intensité d'utilisation élevée (HVIE) menaient en moyenne plus de 10 activités par mois, comparativement à la moyenne de 7 activités par mois pour les ménages dotés d'une connexion à faible vitesse et à faible intensité d'utilisation (FVFI)[3]. Les ménages dotés d'une connexion à faible vitesse et à intensité d'utilisation élevée (FVIE) exécutaient une gamme plus variée d'activités en ligne que les ménages dotés d'une connexion à haute vitesse et à faible intensité d'utilisation (HVFI). Il convient également de souligner les différences entre les profils d'usage selon le revenu du ménage, le niveau de scolarité du chef de ménage et l'âge du chef de ménage, résultat conforme à celui d'analyses antérieures de ces ensembles de données (p. ex., Middleton et Sorensen 2005). Veenhof, Clermont et Sciadas (2005) signalent des résultats similaires fondés sur les données de l'Enquête sur la littératie et les compétences des adultes. Les nombres moyens d'activités menées en ligne sont plus élevés dans le cas des ménages à revenu élevé, comme dans le cas de ceux ayant à leur tête des personnes au niveau de scolarité élevé. Les nombres moyens d'activités en ligne sont moins élevés chez les ménages ayant à leur tête des personnes plus âgées[4]. La présente étude vise tout particulièrement à permettre de comprendre les différences fondamentales sur les plans de la portée et de l'intensité. Il convient de souligner que l'ensemble de données de l'ECUI, étant donné que ces données ont été recueillies au niveau de l'individu, convient le mieux à une analyse plus poussée de l'incidence de certaines caractéristiques démographiques sur les différences sur le plan de l'étendue et de l'intensité de l'utilisation d'Internet.

S'il est intéressant d'examiner les nombres totaux d'activités mensuelles pour tâcher de comprendre les différences entre les profils d'utilisation d'Internet par les ménages, la répartition des activités en ligne en catégories peut apporter d'autres éclaircissements. Comme il a été noté précédemment, l'accès Internet à large bande permet aux particuliers d'effectuer des transactions commerciales, de participer à des activités scolaires, d'avoir accès à des renseignements gouvernementaux et sur les soins de santé et de communiquer avec d'autres personnes et, en outre, promeut un plus grand sentiment d'appartenance à la collectivité. Les données de l'EUIM permettent d'évaluer les activités financières et d'achat des utilisateurs des services à large bande, leur utilisation d'Internet aux fins d'activités de communication, de loisirs et d'études ainsi que l'ampleur de leurs activités de recherche en ligne. Nous avons procédé à une analyse exhaustive des différents profils d'utilisation fondée sur la vitesse et l'intensité des connexions Internet des ménages. Certains de ces résultats sont présentés ci-dessous, illustrant les différences intéressantes entre les ménages.

Lorsqu'on examine les données sur la portée de l'utilisation d'Internet par les ménages, il convient de souligner que, dans la plupart des cas, les tendances sont prévisibles. Par exemple, au fil du temps, le nombre moyen de ménages qui font un achat en ligne au cours d'un mois typique est à la hausse (voir tableau 5).

3. Pour chaque année, une analyse de la variance est significative ($p<0.05$), indiquant que les moyennes pour chaque catégorie ne sont pas égales.
4. Il convient de souligner que certaines activités en ligne, particulièrement dans la catégorie études/recherche d'un emploi, peuvent être moins pertinentes dans le cas des ménages ayant à leur tête ayant des personnes plus âgées, étant donné l'étape où ces dernières se trouvent dans leur cycle de vie (particulièrement celles qui sont à la retraite).

Tableau 5
Ménages qui ont fait un achat en ligne au cours d'un mois typique, selon la vitesse de connexion et l'intensité d'utilisation

	2001	2002	2003
	pourcentage		
Haute vitesse			
Intensité élevée	37.4	42.3	45.8
Faible intensité	24.9	30.1	32.6
Faible vitesse			
Intensité élevée	31.8	32.9	37.6
Faible intensité	19.7	22.2	23.7
Tous les types	**26.6**	**31.1**	**34.9**

Source(s) : Statistique Canada, Enquête sur l'utilisation de l'Internet par les ménages, 2001 à 2003.

Ces données révèlent que, même en 2003, 65 % des ménages canadiens utilisant Internet ne faisaient pas un achat en ligne au cours d'un mois typique et que plus de 75 % de ceux dans la catégorie des ménages dotés d'une connexion à faible vitesse et à faible intensité d'utilisation ne faisaient aucun achat en ligne. Même chez les ménages dans la catégorie HVIE, moins de la moitié ont indiqué avoir fait un achat en ligne au cours d'un mois typique. D'autres travaux de recherche fondés sur les données de l'ECUI soulignent également le fait que la plupart des activités d'achat en ligne continuent d'être concentrées chez une proportion relativement petite d'utilisateurs (McKeown et Underhill 2007).

Un examen de l'utilisation d'Internet à des fins éducatives ou liées à la recherche d'emploi (tableau 6) révèle d'importantes différences entre les ménages n'utilisant pas Internet au cours d'un mois typique à l'une ou l'autre fin (p. ex., en 2003, plus de 42 % des ménages dotés d'une connexion à haute vitesse et à faible intensité d'utilisation n'avaient pas mené d'activités scolaires ou de recherche d'emploi sur Internet, comparativement à 26 % seulement des ménages dotés d'une connexion à haute vitesse et à intensité d'utilisation élevée). On remarque également que le pourcentage des ménages n'utilisant pas Internet à des fins éducatives ou liées au travail ne diminue pas au fil du temps comme on aurait pu s'y attendre[5].

Tableau 6
Ménages qui n'ont pas utilisé Internet pour chercher un emploi ou à des fins éducatives au cours d'un mois typique, selon la vitesse de connexion et l'intensité d'utilisation

	2001	2002	2003
	pourcentage		
Haute vitesse			
Intensité élevée	24.4	25.1	26.0
Faible intensité	42.5	39.5	42.4
Faible vitesse			
Intensité élevée	29.8	27.7	32.3
Faible intensité	47.3	48.5	50.1
Tous les types	**38.6**	**37.3**	**38.4**

Source(s) : Statistique Canada, Enquête sur l'utilisation de l'Internet par les ménages, 2001 à 2003.

Une analyse des comportements de recherche en ligne des ménages fournit une bonne mesure de l'ampleur des activités menées en ligne au cours d'un mois typique. Les chiffres portant sur six différents types de recherche d'information ont indiqué que la majorité des ménages utilisent Internet pour une gamme variée de recherches

5. On pourrait également s'appuyer sur les données de l'ECUI pour évaluer l'importance de la situation d'activité, l'âge des membres du ménage et la présence d'étudiants dans le ménage afin de mieux comprendre ces données.

(de nouveau, voir l'encadré 4 pour une liste des types de recherche mesurés). En 2001, 55,8 % des ménages faisaient des recherches pour trouver quatre types ou plus d'information au cours d'un mois typique (tableau 7). Cette proportion était passée à 59,2 % en 2002 et à 61,4 % en 2003. Les ménages à intensité élevée d'utilisation d'Internet étaient plus susceptibles d'avoir davantage de comportements de recherche que les ménages à faible intensité d'utilisation.

Tableau 7
Ménages qui ont cherché au moins quatre types d'information au cours d'un mois typique, selon la vitesse de connexion et l'intensité d'utilisation

	2001	2002	2003
	pourcentage		
Haute vitesse			
Intensité élevée	67.8	70.4	74.0
Faible intensite	54.9	59.0	59.8
Faible vitesse			
Intensité élevée	62.3	64.9	63.8
Faible intensité	47.2	48.3	47.4
Tous les types	**55.8**	**59.2**	**61.4**

Source(s) : Statistique Canada. Enquête sur l'utilisation de l'Internet par les ménages, 2001 à 2003.

Internet peut également être utilisé à des fins de divertissement et de loisirs. L'EUIM a permis de saisir des données sur l'utilisation d'Internet pour télécharger de la musique, écouter la radio, jouer à des jeux et trouver de l'information reliée aux sports. Le tableau 8 fournit des données sur les ménages qui ont utilisé Internet pour au moins une activité de divertissement ou de loisirs au cours d'un mois typique. Il n'est pas étonnant de constater que les ménages dotés d'une connexion à haute vitesse sont plus susceptibles de mener des activités de loisirs en ligne puisque des activités telles que télécharger de la musique, écouter la radio et jouer à des jeux sont beaucoup plus agréables lorsqu'on dispose d'une connexion à haute vitesse. Malgré l'inconvénient que présente une connexion à faible vitesse, près de 80 % des ménages FVIE menaient au moins une activité de divertissement ou de loisirs en ligne, mais en 2003 il s'agissait du seul type d'activité où l'utilisation d'Internet par les ménages dotés d'une connexion à haute vitesse et à faible intensité d'utilisation (HVFI) était supérieure (mais légèrement supérieure seulement) à l'utilisation par les ménages dotés d'une connexion à faible vitesse et à intensité d'utilisation élevée (FVIE). Il est intéressant de noter que, selon cette mesure, l'incidence de l'utilisation d'Internet aux fins d'activités de loisirs et de divertissement a légèrement diminué au fil du temps. Toutefois, il faut reconnaître que l'instrument d'enquête n'a peut-être pas saisi toute la gamme des activités de divertissement et de loisirs en ligne menées au cours de la période étudiée.

Tableau 8
Ménages qui ont utilisé Internet aux fins d'au moins une activité de loisirs ou de divertissement au cours d'une mois typique, selon la vitesse de connexion et l'intensité d'utilisation

	2001	2002	2003
	pourcentage		
Haute vitesse			
Intensité élevée	93.9	92.5	90.9
Faible intensité	83.9	84.1	81.2
Faible vitesse			
Intensité élevée	86.3	84.2	79.8
Faible intensité	67.7	63.8	59.3
Tous les types	**80.2**	**79.6**	**78.5**

Source(s) : Statistique Canada, Enquête sur l'utilisation de l'Internet par les ménages, 2001 à 2003.

Des données sont disponibles sur l'utilisation du courrier électronique et des groupes de bavardage par les ménages, et elles ont été agrégées de manière à créer une variable de communication. Au cours de la période de trois ans étudiée, les profils d'usage ont très peu évolué dans l'ensemble (tableau 9). À compter de 2003, 70,8 % des ménages utilisaient un outil de communication au cours d'un mois typique (même si ces données ne montrent pas quel outil, il est raisonnable de s'attendre à ce que la majorité des ménages utilisant un seul outil de communication utilisent le courrier électronique, comme le montre le tableau 10), comparativement à 3,0 % seulement qui n'utilisaient pas Internet aux fins decommunication (ce qui représente une légère baisse par rapport à 3,8 % en 2001). Autrement dit, 97,0 % des ménages en ligne utilisaient Internet à des fins de communication.

Tableau 9
Ménages en ligne qui ont utilisé Internet à des fins de communication au cours d'un mois typique, selon le nombre d'utilisations

	2001	2002	2003
	pourcentage		
Nombre d'utilisations			
Aucun	3.8	3.3	3.0
Une fois	68.7	70.0	70.8
Deux fois	27.4	26.7	26.2

Source(s) : Statistique Canada, Enquête sur l'utilisation de l'Internet par les ménages, 2001 à 2003.

Le courrier électronique est l'activité en ligne la plus répandue. Les différences entre les types d'outil selon la vitesse de connexion et l'intensité d'utilisation sont minimes, étant donné l'adoption du courrier électronique même par la presque totalité des ménages dans le groupe FVFI, comme le montre le tableau 10.

Tableau 10
Ménages qui ont utilisé le courrier électronique au cours d'un mois typique, selon la vitesse de connexion et l'intensité d'utilisation

	2001	2002	2003
	pourcentage		
Haute vitesse			
Intensité élevée	98.4	98.6	98.6
Faible intensité	95.0	95.6	96.0
Faible vitesse			
Intensité élevée	96.9	98.0	97.6
Faible intensité	93.5	93.4	94.3
Tous les types	**95.4**	**95.9**	**96.5**

Source(s) : Statistique Canada, Enquête sur l'utilisation de l'Internet par les ménages, 2001 à 2003.

3 Discussion

Le tableau 11 fournit un résumé des données de 2003 sur la portée de l'utilisation et révèle des différences marquées sur le plan des activités d'utilisation d'Internet des ménages selon l'intensité d'utilisation. Pour chaque mesure agrégée des activités, les données montrent une plus grande portée de l'utilisation chez les utilisateurs à intensité d'utilisation élevée[6]. Autrement dit, une plus grande ampleur de l'utilisation d'Internet s'observe chez les utilisateurs à intensité d'utilisation élevée et, au cours d'un mois typique, ces derniers ont mené une plus large gamme d'activités en ligne que les utilisateurs à faible intensité d'utilisation. Ce résultat est logique, puisque les ménages qui menaient plus d'activités en ligne sont également ceux qui utilisaient Internet plus fréquemment. Ces résultats laissent supposer que ceux qui ont trouvé Internet plus utile (d'après la portée de leurs activités en ligne) l'utilisaient également de façon plus intensive.

Tableau 11
Résumé des activités en ligne selon la vitesse de connexion et l'intensité d'utilisation, ménages utilisant Internet, 2003

	Haute vitesse		Faible vitesse		Tous les types
	Intensité élevée	Faible intensité	Intensité élevée	Faible intensité	
	pourcentage				
Type de comportement					
Achats	45.8	32.6	37.6	23.7	34.9
Études/recherche d'emploi [1]	26.0	42.4	32.3	50.1	38.4
Recherche [2]	74.0	59.8	63.8	47.4	61.4
Loisirs [3]	90.9	81.2	79.8	59.3	78.5
Communication [3]	98.6	96.0	97.6	94.3	96.5

1. N'ont pas utilisé au cours d'un mois typique.
2. 4 activités ou plus.
3. Au moins une activité.

Source(s) : Statistique Canada, Enquête sur l'utilisation de l'Internet par les ménages, 2003.

Il est intéressant de constater que le lien n'est pas aussi clair entre la *vitesse* de la connexion Internet des ménages et l'étendue des activités d'utilisation[7]. Même si d'autres chercheurs ont laissé entendre que les utilisateurs dotés d'une connexion à haute vitesse font un usage plus habile d'Internet, cette conclusion n'est pas corroborée par la présente analyse lorsque l'habileté d'utilisation d'Internet est mesurée par la portée de l'utilisation. Dans les activités

6. Sauf dans le cas des données de 2003 sur l'utilisation d'Internet aux fins de loisirs/divertissement, où les différences entre les ménages HVIF et FVIE sont petites.
7. Il convient de souligner que la présente analyse ne porte pas sur la causalité des variables.

examinées ci-dessus, la portée de l'utilisation d'Internet par les utilisateurs à intensité d'utilisation élevée et dotés d'une connexion à faible vitesse (FVIE) était plus vaste que celle des utilisateurs à faible intensité d'utilisation dotés d'une connexion à haute vitesse (HVFI)[8]. Dans un classement selon la portée de l'utilisation, les ménages HVIE se classent au premier rang, suivis des ménages FVIE, HVIF et FVIF, ce qui montre que l'intensité joue un plus grand rôle que la vitesse.

Les résultats ci-dessus montrent que la vitesse de la connexion à elle seule ne suffit pas à expliquer l'habileté d'utilisation. Comme nous l'avons montré plus haut dans la présente étude (de nouveau, voir le tableau 3), chaque année de 2001 à 2003, les utilisateurs des services à large bande comptaient un plus grand nombre de ménages à faible intensité d'utilisation que de ménages à intensité d'utilisation élevée. Même si les chiffres étaient assez rapprochés en 2003 (33,7 % de ménages à faible intensité et 32,0 % de ménages à intensité élevée), il importe de reconnaître qu'environ la moitié des ménages canadiens dotés d'une connexion à large bande faisaient une utilisation relativement faible d'Internet, à un moment où le Canada se classait au deuxième rang parmi les pays du monde en matière d'adoption de la large bande. Le plus faible engagement vis-à-vis Internet des ménages à faible intensité d'utilisation (d'après la portée de l'utilisation) montre que l'accès à large bande à lui seul n'entraîne pas une utilisation importante des services à large bande. Il est possible que certains utilisateurs à faible intensité d'utilisation et dotés d'une connexion à haute vitesse aient été attirés par la commodité d'Internet à large bande (connectivité continue, ligne téléphonique restant libre durant l'activité en ligne) plutôt que par sa vitesse, ce qui laisse supposer que l'intensité d'utilisation est peut-être une meilleure mesure de l'engagement vis-à-vis Internet que la vitesse d'accès.

Les résultats de la présente étude permettent également de mieux comprendre la popularité relative de diverses activités en ligne menées par les ménages canadiens. Le tableau 12 fournit des données sommaires sur la portée moyenne de l'utilisation d'Internet, montrant que malgré les taux élevés d'adoption de la large bande par les ménages canadiens, la portée globale de leur utilisation était assez faible dans certaines régions. En 2003, environ deux tiers des ménages canadiens branchés n'ont pas fait d'achat en ligne[9] et près de 40 % des ménages n'ont pas utilisé Internet pour chercher du travail ou à des fins éducatives au cours d'un mois typique. Sur une base universelle, il reste encore beaucoup à faire pour qu'Internet devienne un moyen pour les Canadiens de participer à l'économie du savoir en menant des activités commerciales et d'apprentissage continu en ligne et un moyen de les aider à trouver un emploi.

Les ménages canadiens faisaient une assez importante utilisation d'Internet à la recherche d'information (y compris des renseignements sur les services gouvernementaux, les soins de santé et les voyages), mais un pourcentage élevé des utilisateurs menaient des activités de recherche relativement limitées. Étant donné que la recherche est l'un des principaux aspects de la navigation sur Internet, il faut de bonnes compétences en recherche pour utiliser Internet d'une manière efficace. Il est vrai que tous les utilisateurs n'auront pas besoin de chercher une grande variété de types d'information, mais un profil de recherche plus large n'indique pas une plus grande disposition à avoir recours à Internet comme ressource à l'appui des activités quotidiennes. L'utilisation d'Internet à des fins de divertissement et de loisirs peut également indiquer un plus grand engagement vis-à-vis Internet. Toutefois, l'utilisation dans cette catégorie a légèrement diminué de 2001 à 2003. Il n'est pas clair si cela représente une véritable diminution de l'utilisation d'Internet à des fins de divertissement ou si cela tient plutôt à ce que l'instrument d'enquête ne comprenait pas de questions au sujet d'autres activités de loisirs en ligne qui se sont dégagées au fil du temps. Les ménages canadiens ont adopté Internet comme moyen de communication. La grande majorité des ménages ont déclaré utiliser le courrier électronique et/ou les groupes de bavardage, ce qui indique un niveau de compétence de base d'utilisation d'Internet.

8 Font exception à cette règle les données de 2003 sur l'utilisation d'Internet aux fins de loisirs/de divertissement, où les différences entre les ménages HVIFI et FVIE sont petites.

9 Cette analyse ne porte pas sur les données de l'EUIM sur le « lèche-vitrine », soit l'utilisation d'Internet pour chercher des biens ou des services sans passer de commande ou faire de paiement en ligne.

Tableau 12
Résumé de la portée des activités sur Internet des ménages, pourcentage des ménages utilisant Internet

	2001	2002	2003
	pourcentage		
Type de comportement			
Achats	26.6	31.1	34.9
Études/recherche d'emploi [1]	38.6	37.3	38.4
Recherche [2]	55.8	59.2	61.4
Loisirs [3]	80.2	79.6	78.5
Communication [3]	96.2	96.7	97.0

1. N'ont pas utilisé au cours d'un mois typique
2. 4 activités ou plus
3. Au moins une activité

Source(s) : Statistique Canada, Enquête sur l'utilisation de l'Internet par les ménages, 2001 à 2003

Les données de l'EUIM ne permettent pas d'analyser les motifs d'utilisation d'Internet des ménages canadiens, de sorte qu'il est impossible d'évaluer la mesure dans laquelle les ménages se désintéressent de certaines activités. Néanmoins, nous soutenons que la portée de l'utilisation d'Internet peut permettre d'évaluer les niveaux d'engagement vis-à-vis Internet dans l'ensemble, quelles que soient les raisons qui sous-tendent cet engagement. Que les ménages canadiens ne participent pas à certaines activités en ligne parce qu'elles ne les intéressent pas ou parce qu'ils n'ont pas les compétences, les connaissances en informatique ou le matériel nécessaires pour y participer, il reste que ces données montrent que les ménages canadiens n'ont pas adopté entièrement ou de façon égale toute la gamme des activités en ligne qui s'offrent à eux.

4 Conclusions

La présente étude montre que la connectivité à large bande n'entraîne pas en soi un engagement plus important vis-à-vis Internet. Or, l'engagement vis-à-vis Internet est essentiel à la pleine participation des gens à la société de l'information. Les gouvernements partout dans le monde prennent des mesures pour qu'Internet (ainsi que d'autres technologies de l'information et des communications) fasse partie intégrante de la vie en société (UIT 2006) et devienne le principal moyen de communication avec les divers membres de celle-ci. On s'attend à un usage plus répandu des technologies de l'information et des communications à l'appui des soins de santé, pour fournir des possibilités d'études, pour favoriser le développement des collectivités et établir des liens entre elles, à l'appui d'activités culturelles et pour faciliter le commerce et les échanges. Les citoyens n'ayant pas accès à de telles technologies pourraient être défavorisés.

La présente étude montre qu'il existe des différences entre les utilisateurs canadiens des services à large bande, contestant le bien-fondé de l'idée répandue selon laquelle l'adoption de la large bande en soi signifie que les utilisateurs sont prêts et disposés à participer à part entière à la société de l'information. Certains utilisateurs des services à large bande le sont effectivement, mais de nombreux autres ménages qui ont recours à des services à large bande montrent un engagement beaucoup plus faible vis-à-vis Internet, de sorte qu'ils auront vraisemblablement moins d'intérêt, et peut-être moins d'aptitude, pour la participation à part entière à une société fondée sur les TIC.

Il y a un écart entre l'accès à large bande et l'utilisation de cette dernière. Comme le font remarquer Anderson et Raban (2005 : 15), l'accès à large bande ne changera pas les problèmes structurels que présente déjà la bande étroite : ceux qui ont les connaissances et l'expérience nécessaires bénéficient le plus, tandis que ceux qui ne possèdent pas les compétences et les connaissances nécessaires et, peut-être, manquent de confiance en soi, prennent encore plus de recul.

Même si des taux plus élevés d'adoption de la large bande peuvent être considérés comme des mesures de la « cyberdisponibilité » ou de la « cyberintensité », les résultats présentés ici ne viennent pas corroborer ces affirmations. Il y a au Canada un groupe nombreux de ménages qui disposent d'une connexion à large bande et ont

une faible intensité d'utilisation et, même si les données de l'ECUI de 2005 ne sont pas directement comparables, celles-ci révèlent aussi un nombre significatif d'utilisateurs des services à large bande qui ont une faible intensité d'utilisation. En revenant à la matrice présentée plus tôt (figurant au tableau 13, ci-dessous, incluant cette fois les données de l'ECUI de 2005 sur les particuliers), on constate qu'il n'y a qu'une possibilité limitée de croissance de l'adoption de la large bande par les ménages (et les particuliers) qui disposent d'une connexion à faible vitesse et ont une intensité d'utilisation élevée. Chose intéressante, les données présentées ici fournissent une certaine preuve du fait que l'absence d'une connexion à haute vitesse n'empêche pas un engagement vis-à-vis Internet, puisque les ménages FVIE affichent une utilisation d'Internet de plus grande portée que leurs homologues HVFI. Il ne fait pas de doute que l'accès à large bande offre un moyen plus commode et plus efficace de s'engager vis-à-vis Internet, et on s'attend à ce que les utilisateurs dotés d'une connexion à faible vitesse et à intensité d'utilisation élevée adoptent la large bande à une date ultérieure (les obstacles probables à l'adoption de la large bande dans cette catégorie sont le prix et la disponibilité).

Tableau 13
Ménages canadiens et particuliers branchés à Internet, selon la vitesse et l'intensité

	Ménages	Particuliers
	2003	2005 [1]
	pourcentage	
Haute vitesse		
Intensité élevée	32.0	37.7
Faible intensité	33.7	43.7
Faible vitesse		
Intensité élevée	8.1	5.0
Faible intensité	26.2	13.6

1. Les données de l'Enquête canadienne sur l'utilisation d'Internet portent sur les particuliers au lieu des ménages et ne sont pas rigoureusement comparables aux données de l'Enquête sur l'utilisation d'Internet par les ménages, mais elles sont fournies ici pour montrer les tendances globales. Voir l'encadré 2 pour plus de renseignements sur les sources des données.

Source(s) : Statistique Canada, Enquête sur l'utilisation de l'Internet par les ménages, 2003 et Enquête canadienne sur l'utilisation de l'Internet, 2005.

Au fil du temps, on prévoit que les ménages migreront de tous les autres quadrants vers celui des HVIE. À court terme, toutefois, il est plus probable que les ménages FVFI deviennent des ménages HVFI, comme le montrent les données de l'ECUI de 2005 (ce qui donne une indication de la tendance des profils d'adoption). L'analyse présentée ici montre bien que le passage d'un niveau de vitesse à un autre n'augmente pas l'engagement vis-à-vis Internet autant que le passage de la faible intensité d'utilisation à l'intensité d'utilisation élevée.

La présente étude apporte de nouveaux éclaircissements sur la nature des ménages qui ont recours à des services à large bande au Canada en montrant que tous ne sont pas égaux. Les différences sur le plan de la portée de l'utilisation d'Internet par les ménages importent, puisqu'elles reflètent les différences en ce qui concerne leur disposition à participer à la société de l'information. La présente étude prépare le terrain pour d'autres analyses des données portant sur l'adoption d'Internet au Canada et montre différentes façons dont les mesures de la portée et de l'intensité de l'utilisation apportent de nouveaux éclaircissements utiles qui ont d'importantes répercussions éventuelles sur l'égalité d'accès et de participation à une société de l'information.

Appendice A — Références

ALBERTA SUPERNET. 2005. *Benefits of Alberta SuperNet.*

ANDERSON, B. et Y. RABAN. 2005. *The Social Impact of Broadband Household Internet Access.* Chimera Working Paper 2005-06. Ipswich, UK. Chimera, University of Essex.

ANDERSON, B., C. GALE, M. L. R. JONES et A. McWILLIAM. 2001. « *Domesticating broadband* - What consumers really do with flat-rate, always-on and fast Internet access ». *BT Technology Journal.* vol. 20, nº 1, p. 103 à 114.

ATTEWELL, P. 2001. « The first and second digital divides. » *Sociology of Education.* vol. 74, nº 3, p. 252 à 259.

BLEHA, T. 2005. « Down to the wire ». *Foreign Affairs*, vol. 84, nº 3, p. 111 à 124.

COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES. 2006. *Communication de la Commission au Conseil, au Parlement européen, au Comité économique et social européen et au Comité des regions : Combler le fossé existant en ce qui concerne la large bande.* Bruxelles. Union européenne.

COMMUNITYNET. 2006. *Bringing the World to Saskatchewan.*

CONSEIL DE LA RADIODIFFUSION ET DES TÉLÉCOMMUNICATIONS CANADIENNES (CRTC). 2008. *Le CRTC donne le feu vert à des initiatives qui profiteront aux handicapés canadiens et qui étendront les services à large bande en milieu rural.*

CRACIN. 2005. *2nd Round Submission to Telecommunications Policy Review Panel.* Toronto. Canadian Research Alliance for Community Innovation & Networking.

DIMAGGIO, P. et E. HARGITTAI. 2001. *From the 'Digital Divide' to 'Digital Inequality' : Studying Internet Use as Penetration Increases.*

FIRTH, L. et D. MELLOR. 2005. « Broadband : Benefits and problems. » *Telecommunications Policy.* vol. 29, nº 2-3, p. 223 à 236.

FRANSMAN, M. 2006. *Global Broadband Battles : Why the U.S. And Europe Lag While Asia Leads.* Stanford. Stanford Business Books.

GILLETT, S. E., W. H. LEHR, C. A. OSORIO et M. A. SIRBU. 2006. *Measuring Broadband's Economic Impact : Final Report.* Washington, DC. U.S. Department of Commerce, Economic Development Administration.

GOUVERNEMENT DU CANADA. 1999. *Discours du Trône ouvrant la deuxième session de la trente-sixième législature du Canada.*

GROUPE CONSEIL SUR LE GOUVERNEMENT EN DIRECT. 2003. *Se brancher sur les Canadiennes et les Canadiens : à la poursuite de la transformation des services.* Ottawa. Conseil du Trésor du Canada.

GROUPE D'ÉTUDE SUR LE CADRE RÉGLEMENTAIRE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS. 2006. *Groupe d'étude sur le cadre réglementaire des télécommunications - Rapport final 2006.* Ottawa. Industrie Canada.

GROUPE DE TRAVAIL NATIONAL SUR LES SERVICES À LARGE BANDE. 2001. *Le nouveau rêve national : Réseautage du pays pour l'accès aux services à large bande.* Ottawa. Industrie Canada.

GURSTEIN, M. 2003. « Effective use : A community informatics strategy beyond the digital divide. » *First Monday.* vol. 8, nº 12.

HORRIGAN, J. B. et L. RAINIE. 2002. The Broadband Difference : *How Online Americans' Behavior Changes with High-Speed Internet Connections at Home*. Washington, DC. Pew Internet and American Life Project.

i2010. 2006. « *Large bande pour tous : la Commission mobilise tous ses instruments d'action pour réduire la fracture de la large bande* ».

INDUSTRIE CANADA. 1994. *L'autoroute canadienne de l'information : Une nouvelle infrastructure de l'information et des communications au Canada*. Ottawa. Approvisionnements et Services Canada.

KAHIN, B. et D. FORAY. 2006. *Advancing Knowledge and the Knowledge Economy*. Cambridge. MIT Press.

KOLKO, J. 2006. *Why Should Cities Provide Wireless Broadband Access?* Paper presented at the Telecommunications Policy Research Conference (TPRC), Washington, DC. 29 septembre. - 1 octobre, 2006.

LAI, B. et G. A. BREWER. 2006. « New York City's broadband problem and the role of municipal government in promoting a private-sector solution. » *Technology in Society*. vol. 28, nº 1-2, p. 245 à 259.

LIE, E. 2003. *Promoting Broadband : The Case of Canada*.

MCKEOWN, L. et C. UNDERHILL. 2007.« Les plus grands consommateurs en ligne au Canada : qui sont-ils et qu'est-ce qu'ils achètent? » *Bulletin de l'analyse en innovation*. vol. 9, nº 1. Nº 88-003-X au catalogue de Statistique Canada, Mai.

MIDDLETON, C. 2007. *Understanding the Benefits of Broadband : Insights for a Broadband Enabled Ontario*. Toronto. Ministère des services gouvernementaux, Ontario.

MIDDLETON, C. A. 2003. « What if there is no killer application? An exploration of a user-centric perspective on broadband. » *Journal of Information Technology*. vol. 18, nº 4, p. 231 à 246.

MIDDLETON, C. A. et C. SORENSEN. 2005. « How connected are Canadians? Inequities in Canadian households' Internet access. » *Canadian Journal of Communication*, vol. 30, nº 4, p. 463 à 483.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES. 2007. *Rural Connections ...The Ontario Municipal Rural Broadband Partnership Program Guidelines*. Guelph. OMAFRA.

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES (OCDE). 2007a. *OCDE Broadband Statistics*.

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES (OCDE). 2007b. *OCDE. Broadband Statistics, Juin 2007*.

SIBIS. 2003. SIBIS : *New eEurope Indicator Handbook*.

STATISTIQUE CANADA. 2006. « Enquête canadienne sur l'utilisation d'Internet. » paru dans *Le Quodidien* du 15 août. Nº 11-001-X au catalogue de Statistique Canada.

STATISTIQUE CANADA. 2004. « Enquête sur l'utilisation d'Internet par les ménages. » paru dans *Le Quotidien* du 8 juillet. Nº 11-001-X au catalogue de Statistique Canada.

UNION INTERNATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS (UIT). 2007. *Mesurer la société de l'information : Indice d'accès aux TIC et Indicateurs des télécommunications/TIC dans le monde*. Genève.

UNION INTERNATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS (UIT). 2006. *World Information Society Report. Genève*.

UNION INTERNATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS (UIT). 2003. *Promoting Broadband : Background Paper*.

VEENHOF, B., Y. CLERMONT et G. SCIADAS. 2005. « Littératie et technologies numériques : liens et résultats. » *Série sur la connectivité*, nº 56F0004MIF au catalogue de Statistique Canada, nº 12.

VEENHOF, B., P. NEOGI et B. VAN TOL. 2003. « À grande vitesse sur l'autoroute de l'information : les services à large bande au Canada. » *Série sur la connectivité*, nº 56F0004MIF au catalogue de Statistique Canada, nº 10.

Appendice B — Publications au catalogue

Publications statistiques sur les sciences, la technologie et l'innovation

88-001-X	*Statistiques des sciences*
88-003-X	*Bulletin de l'analyse en innovation*
88-202-X	*Recherche et développement industriels, perspective (avec des estimations provisoires pour 2004 et des dépenses réelles pour 2003) (annuel)*
88-204-X	*Activités scientifiques fédérales*
88F0006X	*Division des sciences, de l'innovation et de l'information électronique, documents de travail*
88F0017M	*Division des sciences, de l'innovation, et de l'information électronique documents de recherche*

88-001-X Volume 32 – 2008

No. 1	Personnel affecté à la recherche et au développement (R-D) au Canada, 1996 à 2005 (mai)
No. 2	Activités scientifiques en biotechnologie dans les ministères et organismes fédéraux, 2006-2007 (mars)
No. 3	Estimations des dépenses totales au titre de la recherche et du développement dans le secteur de la santé au Canada, 1996 à 2007 (juillet)
No. 4	Estimation des dépenses au titre de la recherche et du développement dans le secteur de l'enseignement supérieur, 2006-2007 (août)
No. 5	Recherche et développement industriels, 2004 à 2008 (septembre)

88-001-X Volume 31 – 2007

No. 1	Personnel affecté à la recherche et au développement (R-D) au Canada, 1995-2004 (janvier)
No. 2	Estimations des dépenses totales au titre de la recherche et du développement (R-D) dans le domaine de la santé au Canada, 1989 à 2006 (mars)
No. 3	Activités scientifiques en biotechnologie dans les ministères fédéraux et organismes, 2005-2006 (mai)

88-001-X Volume 30 – 2006

No. 1	Répartition provinciale et territoriale des dépenses fédérales dans le domaine des sciences et de la technologie, 2003-2004 (février)
No. 2	Activités scientifiques en biotechnologie dans les ministères fédéraux et organismes, 2004-2005 (mars)
No. 3	Estimations des dépenses totales au titre de la recherche et du développement dans le secteur de la santé au Canada, 1988 à 2005 (mai)
No. 4	Recherche et développement industriels de 2002 à 2006 (août)
No. 5	Estimation des dépenses au titre de la recherche et du développement dans le secteur de l'enseignement supérieur, 2004-2005 (août)
No. 6	Dépenses de l'administration fédérale au titre des activités scientifiques, 2006-2007 (septembre)

No. 7 Dépenses totales au titre de la recherche et du développement au Canada, 1990 à 2006 et dans les provinces, 1990 à 2004 (septembre)
No. 8 Type des activités en recherche et développement, 2000 à 2004 (décembre)
No. 9 Répartition provinciale et territoriale des dépenses fédérales dans le domaine des sciences et de la technologie, 2004-2005 (décembre)

88-001-X Volume 29 – 2005

No. 1 Répartition provinciale et territoriale des dépenses fédérales dans le domaine des sciences et de la technologie, 2002-2003 (janvier)
No. 2 Personnel affecté à la recherche et au développement (R-D) au Canada, 1993 à 2002 (mai)
No. 3 Activités scientifiques en biotechnologie dans les ministères fédéraux et organismes, 2003-2004 (mai)
No. 4 Recherche et développement industriels de 2001 à 2005 (juin)
No. 5 Estimations des dépenses totales au titre de la recherche et du développement dans le secteur de la santé au Canada, 1988 à 2004 (juillet)
No. 6 Estimation des dépenses au titre de la recherche et du développement dans le secteur de l'enseignement supérieur, 2003-2004 (décembre)
No. 7 Dépenses de l'administration fédérale au titre des activités scientifiques, 2005-2006p (décembre)
No. 8 Dépenses totales au titre de la recherche et du développement au Canada, 1990 à 2005p et dans les provinces, 1990 à 2003 (décembre)

88F0006X Documents de travail – 2008

No. 1 *Les exportateurs innovateurs et les régimes de propriété intellectuelle dans certaines industries de services : Résultats de l'Enquête canadienne sur l'innovation de 2003 (février)*
No. 2 *Le soin des entreprises comme secteur du monde des affaires (mars)*
No. 3 *Comprendre l'utilisation d'Internet par les ménages qui ont recours à des services à large bande : Étude des données de l'Enquête sur l'utilisation d'Internet par les ménages*

88F0006X Documents de travail – 2007

No. 1 *Capacité à innover et vocation exportatrice des établissements des services aux entreprises à forte intensité de savoir (SEFIS), 2003 (avril)*
No. 2 *Où sont les scientifiques et les ingénieurs? (avril)*
No. 3 *Résultats de l'Enquête sur les aliments fonctionnels et les nutraceutiques 2005*

88F0006X Documents de travail – 2006

No. 1 *Répartition du personnel et des dépenses fédérales dans le domaine des sciences et de la technologie selon la province, 1997-1998 à 2003-2004 (avril)*
No. 2 *Acheter et vendre des services de recherche et développement, 1997 à 2002 (mai)*
No. 3 *Caractéristiques des entreprises en croissance, 2004-2005 (mai)*
No. 4 *Activités scientifiques et technologiques des administrations provinciales et des organismes provinciaux de recherche200û-2001 à 2004-2005 (juillet)*
No. 5 *La recherche et développement dans le domaine des matériaux avancés 2001 à 2003 (juillet)*
No. 6 *Conceptualisation et mesure de l'incubation d'entreprises (juillet)*
No. 7 *Caractéristiques des incubateurs d'entreprises au Canada, 2005 (juillet)*
No. 8 *Somme et persistance des activités de R-D dans les entreprises canadiennes 1994 à 2002 (août)*
No. 9 *Estimations des dépenses canadiennes au titre de la recherche et du développement (DIRD), Canada, 1995 à 2006, et selon la province, 1995 à 2004 (septembre)*

No. 10 *Les petites entreprises se préparent-elles à grandir? Un examen comparatif du recours à certaines pratiques de gestion selon la taille d'entreprise (octobre)*

No. 11 *Enquête sur la commercialisation de la propriété intellectuelle dans le secteur de l'enseignement supérieur, 2004 (octobre)*

No. 12 *Répartition du personnel et des dépenses fédérales dans le domaine des sciences et de la technologie selon les provinces et les territoires (décembre)*

88F0006X Documents de travail – 2005

No. 1 *Dépenses et personnel de l'administration fédérale en sciences naturelles et sociales, 1995-1996 à 2004-2005 (janvier)*

No. 2 *Répartition du personnel et des dépenses fédérales dans le domaine des sciences et de la technologie selon la province, 1996-1997 à 2002-2003 (janvier)*

No. 3 *Statistiques sur la R-D industrielle, selon les régions 1994 à 2002 (janvier)*

No. 4 *Le partage des connaissances apporte le succès : comment certaines industries de service ont évalué l'importance de l'utilisation de pratiques de gestion des connaissances pour leur succès (février)*

No. 5 *Caractéristiques des petites entreprises qui deviennent des entreprises de taille moyenne : répartition industrielle et géographique des petites entreprises à forte croissance (février)*

No. 6 *Sommaire : Atelier collectif de Statistique Canada et de l'Université de Windsor auprès des indicateurs de la commercialisation de la propriété intellectuelle, Windsor, Novembre 2004 (mars)*

No. 7 *Sommaire de la réunion sur la commercialisation : la mesure, les indicateurs, les lacunes et les cadres, Ottawa, Décembre 2004 (mars)*

No. 8 *Estimations du personnel affecté à la recherche et au développement au Canada, 1979 à 2002 (mai)*

No. 9 *Aperçu de l'Enquête sur l'utilisation et le développement de la biotechnologie – 2003 (avril)*

No. 10 *Accès aux capitaux de financement des entreprises canadiennes innovatrices de biotechnologie (avril)*

No. 11 *Activités scientifiques et technologiques des administrations provinciales et des organismes provinciaux de recherche, 1995-1996 à 2003-2004 (septembre)*

No. 12 *Innovation dans les industries de services du secteur des technologies de l'information et des communications (TIC) : Résultats de l'Enquête sur l'innovation de 2003 (octobre)*

No. 13 *Innovation dans certains services professionnels, scientifiques et techniques : Résultats de l'Enquête sur l'innovation de 2003 (octobre)*

No. 14 *Innovation dans certaines industries du transport : Résultats de l'Enquête sur l'innovation de 2003 (novembre)*

No. 15 *Innovation dans certaines industries desservant les secteurs de l'extraction minière et de la foresterie : Résultats de l'Enquête sur l'innovation de 2003 (novembre)*

No. 16 *Aliments fonctionnels et nutraceutiques : création d'aliments à valeur ajoutée par les entreprises canadiennes (septembre)*

No. 17 *Statistiques sur la R-D industrielle, selon les régions, 1994 à 2003 (novembre)*

No. 18 *Enquête sur la commercialisation de la propriété intellectuelle dans le secteur de l'enseignement supérieur, 2003 (novembre)*

No. 19 *Estimation des dépenses au titre de la recherche et du développement dans le secteur de l'enseignement supérieur, 2003-2004 (décembre)*

No. 20 *Estimations des dépenses canadiennes au titre de la recherche et du développement (DIRD), Canada, 1994 à 2005 et selon la province 1994 à 2003 (décembre)*